


Vivre ensemble

Des projets qui favorisent
l'intégration dans 11 villes de
l'Union européenne (Edition 2012)

At Home in Europe Project



New York – Londres – Budapest



©2012 Open Society Foundations

Cette publication est disponible en format PDF sur le site Internet des Open Society Foundations, sous un contrat de licence Creative Commons autorisant la reproduction et la distribution de la publication, uniquement dans son intégralité, et sous réserve d'attribution à Open Society Foundations et d'utilisation à des fins non commerciales.

ISBN : 978-1-936133-52-9

Publié par

OPEN SOCIETY FOUNDATIONS
400 West 59th Street
New York, NY 10019
ETATS-UNIS

Pour de plus amples informations, merci de vous adresser à :

AT HOME IN EUROPE PROJECT
OPEN SOCIETY FOUNDATION
7th Floor Millbank Tower, 21-24 Millbank
London SW1P 4QP
ROYAUME-UNI

Site Internet

<http://www.opensocietyfoundations.org/projects/home-europe>

Mise en page : Q.E.D. Publishing

Table des matières

Table des matières.....	3
Mission des Fondations pour une société ouverte.....	5
Introduction.....	6
Identité, appartenance et interactions.....	8
Organisations et initiatives pour le renforcement des relations entre communautés.....	8
Organisations et initiatives pour la promotion des identités positives et du sentiment d'appartenance.....	12
Favoriser la participation à la vie publique et les interactions sociales des femmes.....	15
Renforcement des interactions par la culture et le sport.....	18
Éducation.....	20
Initiatives locales et régionales.....	20
Formation et emploi.....	22
Offre de formations et d'emplois.....	22
Soutien à l'emploi pour les femmes.....	26
Logement.....	28
Initiatives de logement locales et projets de quartier.....	28
Maintien de l'ordre et sécurité.....	31
Collecte des données et statistiques.....	31
Participation sociale et citoyenneté.....	38
Promotion de la participation à la société civile.....	38
Promotion de la participation politique.....	40
Exemples de campagnes et d'organisations de la société civile.....	41
Rôle des médias.....	43

Médias s'adressant aux groupes minoritaires.....	43
Médias animés par des groupes minoritaires : amélioration de l'intégration et de la participation.....	44
Index	50
Notes	47



Mission des Fondations pour une société ouverte

Les Fondations pour une société ouverte (*Open Society Foundations*) œuvrent à l'élaboration de démocraties dynamiques et tolérantes dont les gouvernements sont tenus de rendre des comptes à leurs citoyens. Travaillant en collaboration avec les collectivités locales dans plus de 70 pays, les Fondations pour une société ouverte soutiennent la justice et les droits de l'homme, la liberté d'expression ainsi que l'accès aux services publics de santé et d'éducation.

Introduction

Le rapport *Vivre ensemble : Des projets qui favorisent l'intégration dans 11 villes de l'Union européenne* a été publié en novembre 2011. Il est apparu dès lors qu'un complément annuel constituerait pour ses utilisateurs un apport informatif précieux. L'objectif de ces mises à jour serait de faire mieux connaître les pratiques nationales et locales novatrices implantées depuis la publication des résultats des recherches des Fondations pour une société ouverte sur les musulmans vivant dans les villes de l'UE. Le présent guide complémentaire de 39 pages décrit des activités et initiatives municipales et locales visant à dénoncer et résorber les inégalités, la discrimination et la marginalisation dans différentes villes des pays suivants : Allemagne, Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède. Alors que les recherches initiales sur les musulmans dans les villes de l'UE s'intéressaient essentiellement au quotidien de ces populations, la plupart des pratiques décrites dans le rapport *Vivre ensemble* et dans le présent complément décrivent des initiatives, politiques et projets mis sur pied pour venir en aide à des collectivités frappées d'exclusion sociale ou à d'autres groupes aux prises avec des difficultés similaires.

Les villes dans lesquelles les meilleures pratiques décrites ici ont été relevées sont les suivantes : Amsterdam, Anvers, Berlin, Copenhague, Londres, Marseille, Paris, Rotterdam et Stockholm. Toutes ces villes ont connu une vague d'immigration relativement récente qui s'est amorcée dans les années 1960. Elle a donné lieu à la constitution de collectivités de deuxième et troisième générations nombreuses et de populations musulmanes

importantes, ainsi qu'à l'émergence de diverses problématiques associées à l'évolution des tendances démographiques et à celle des collectivités. L'analyse d'initiatives locales permet une appréhension plus fine des interactions entre les résidants, les responsables de l'élaboration des politiques et les politiciens dans les secteurs dans lesquels les musulmans et d'autres groupes minoritaires représentent une proportion démographique plus importante que dans la ville ou dans le pays considéré dans son ensemble.

Le présent guide s'adresse particulièrement aux gouvernements, autorités locales, responsables de l'élaboration des politiques, organisations non gouvernementales (ONG) et organismes caritatifs. Par les meilleures pratiques qu'il présente, il vise à informer, mais aussi inspirer, ses lecteurs et lectrices. Comme le rapport *Vivre ensemble : Des projets qui favorisent l'intégration dans 11 villes de l'Union européenne*, ce complément d'information s'articule en chapitres portant sur les thèmes suivants : l'identité, l'appartenance et les interactions, l'éducation, l'emploi et la formation, le logement, la santé, le maintien de l'ordre et la sécurité, la participation à la vie publique et civique, et le rôle des médias. Ce guide sera actualisé chaque année afin de rendre compte des nouvelles initiatives originales et fécondes au fil de leur émergence.

Identité, appartenance et interactions

Organisations et initiatives pour le renforcement des relations entre communautés

FORUM DES 3 CONFESSIONS

Royaume-Uni

L'objectif du Forum des 3 confessions (*Three Faiths Forum*, 3FF)¹ est d'établir des relations durables entre personnes de toutes confessions et croyances. Établi en 1997, il cherchait à l'époque à aider les musulmans, chrétiens et juifs à mieux se connaître les uns les autres afin de surmonter leurs malentendus et divergences du passé. Aujourd'hui, il intervient dans cette même optique auprès de personnes de toutes convictions et appartenances religieuses.

Le Forum entend contribuer à l'élaboration d'une société dont les différentes communautés non seulement coexistent, mais travaillent ensemble, s'enrichissent mutuellement, et apprennent les unes des autres. Il s'efforce d'instaurer de nouveaux modes relationnels entre les communautés afin de favoriser une évolution sociale positive. Le Forum considère la diversité du Royaume-Uni comme un atout majeur, et déplore que les populations fondent souvent leurs opinions sur une actualité médiatique simpliste, des conceptions erronées et des préjugés. Les

communautés restent par conséquent séparées les unes des autres, et certains groupes se retrouvent exclus.

Le forum 3FF administre plusieurs programmes interconfessionnels, interculturels et intercommunautaires, notamment des ateliers de réflexion, des séances de formation, des rencontres de dialogue. Il déploie son action dans les écoles et les universités ainsi qu'auprès du grand public. Ses activités s'adressent aux enseignants, élèves, étudiants, jeunes travailleurs, associations confessionnelles, artistes, décideurs politiques et chefs de file de la relève.

Établi à Londres et disposant d'une équipe de 17 personnes, le Forum est présent sur tout le territoire du Royaume-Uni. Il travaille aussi sur le plan international à l'élaboration de nouvelles formules de coopération interculturelle – notamment aux États-Unis, dans l'UE et au Moyen-Orient. Son financement provient de fondations familiales, des frais d'inscription aux formations et ateliers, d'instances gouvernementales locales et nationales, et de donateurs privés.

MASLAHA

Londres (Royaume-Uni)

En arabe, *maslaha* signifie « pour le bien commun ». Cette petite organisation caritative établie dans l'est londonien s'est fixé pour objectif d'outiller les collectivités musulmanes défavorisées pour les aider à surmonter les inégalités sociales. Se fondant sur les réalités vécues par les populations auprès desquelles elle intervient, l'organisation mobilise des intervenants d'horizons divers dans le cadre de programmes dynamiques et novateurs, et s'emploie avec eux à revendiquer et induire des changements positifs dans la société. Le financement de Maslaha provient des Services de santé publique du Royaume-Uni (*National Health Service*), du British Council [l'instance gouvernementale de promotion des relations culturelles

du Royaume-Uni à l'étranger] et de fondations privées. Son équipe compte actuellement une personne à temps plein, et deux à temps partiel.

Constituée en entité indépendante en 2011, l'organisation Maslaha s'est d'abord développée en tant que projet de la Fondation Young (*Young Foundation*), et elle reste aujourd'hui fidèle à sa solide tradition d'innovation sociale. Associant l'entrepreneuriat et la créativité, Maslaha identifie les principaux besoins en matière d'éducation, de santé, d'inégalités intergenres, d'identité et d'appartenance, puis met en œuvre des programmes ciblés pour y répondre. L'organisation a été désignée en février 2012 comme l'un des 50 New Radicals (« Nouveaux radicaux ») de Grande-Bretagne – 50 acteurs de la société britannique choisis conjointement par NESTA et le journal *The Observer* comme instigateurs d'améliorations notables des conditions d'existence individuelles et collectives par la mise en œuvre d'initiatives radicalement novatrices.

Maslaha pilote notamment des programmes, reconnus et primés, visant à résorber les inégalités qui touchent les communautés musulmanes dans les domaines de la santé par la diffusion d'une information en prise directe sur les points de vue et le quotidien des groupes visés². Mises à la disposition des professionnels de la santé et diffusées dans les communautés, ces ressources informationnelles visent à sensibiliser sur des sujets précis, par exemple les recommandations de santé pour les diabétiques. En matière d'éducation, Maslaha a collaboré étroitement avec des enseignants et des écoles afin d'implanter des outils pédagogiques soulignant l'apport de l'islam et des musulmans dans différents secteurs.

L'un des projets phares de l'organisation, *I Can Be She* (« Je peux être cette femme »), vise à renforcer les capacités d'action des musulmanes et à modifier le regard que la société pose sur elles. L'initiative comporte un site Web qui présente en parallèle le rôle des musulmanes au fil des siècles et les réalisations des musulmanes les plus éminentes du monde

contemporain. *I Can Be She* propose également une campagne de motivation et de renforcement des capacités d'action des jeunes musulmanes ainsi que des expositions et ateliers destinés à la jeunesse. Maslaha organise par ailleurs des expositions, virtuelles ou réelles, qui portent sur la circulation des idées et sur les influences réciproques entre sociétés et entre individus. Ces expositions ont été présentées dans toute l'Europe et ont remporté un succès considérable. Maslaha propose actuellement *Evliya Celebi : The Book of Travels* (« Le Livre des voyages d'Evliya Çelebi ») et *The City Speaks* (« La ville parle »).

INSTITUT DES CULTURES D'ISLAM

Paris (France)

L'Institut des Cultures d'Islam (ICI)³ se situe au cœur du quartier multiculturel de la Goutte d'Or, dans le 18^e arrondissement de Paris. Fondé en 2006 par Bertrand Delanoë, maire de Paris, et Daniel Vaillant, maire du 18^e, l'Institut cherche à faire en sorte que tous les habitants de Paris se sentent chez eux dans leur ville. Cette ONG offre un espace aux diverses expressions culturelles islamiques qui cohabitent à Paris, y compris celles qui sont encore trop souvent considérées comme étrangères.

En proposant ainsi un lieu d'expression à des communautés qui ne sont pas toujours reconnues, l'ICI permet à ses visiteurs de découvrir la diversité et la richesse des cultures islamiques et de mieux comprendre les musulmans de France. Par des expositions d'art contemporain, performances artistiques, ateliers d'art, débats, cours d'arabe et festivals, l'Institut participe à la construction d'un islam parisien, français et européen.

Centre de ressources et d'expertise, l'Institut travaille en partenariat avec des associations locales, des universités et différents établissements culturels de Paris, d'Île-de-France, des différentes régions françaises et d'autres pays européens. Constatant que de nombreux croyants doivent prier dans les rues

faute de lieux disponibles, l'ICI met également à leur disposition un espace de prière financé par des dons privés. Animé d'un esprit d'ouverture et de modernité, l'Institut se veut accueillant pour toutes et tous, musulmans et non-musulmans, personnes de cultures et d'horizons divers, résidents de l'arrondissement ou d'autres quartiers de Paris.

Organisations et initiatives pour la promotion des identités positives et du sentiment d'appartenance

PLATEFORME DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES DU RIJNMOND Rotterdam (Pays-Bas)

Créée en 1988, la Plateforme des organisations islamiques du Rijnmond (*Stichting Platform Islamitische Organisaties Rijnmond*, SPIOR)⁴ chapeaute plusieurs associations. Considérant que l'appartenance à l'islam n'empêche pas d'être citoyen des Pays-Bas et résident de Rotterdam à part entière, elle promeut une participation citoyenne active. Pour cette organisation, la coexistence d'identités multiples peut constituer un atout dans la région de Rotterdam.

Forte de plus de 20 années d'expérience et de ses relations avec plus de 60 organisations musulmanes, la Plateforme s'impose comme un interlocuteur et un intermédiaire de premier plan pour la municipalité de Rotterdam et pour les conseils d'arrondissement de la ville. Elle joue un rôle majeur dans l'établissement et le maintien du dialogue entre les groupes qui composent la population ; elle propose aussi des conseils, des formations et un soutien pratique aux communautés musulmanes locales. La Plateforme travaille sur un large éventail de sujets, notamment l'éducation, l'emploi,

l'émancipation des femmes, les mariages forcés, la discrimination et l'isolement social des femmes.

La SPIOR est l'un des deux partenaires fondateurs du Centre d'expertise de Rotterdam sur la diversité, mis sur pied en 2012.

CENTRE MULTICULTUREL

Botkyrka, Stockholm (Suède)

Le Centre multiculturel⁹ est un lieu de rencontre et de discussion favorisant les recherches, les travaux documentaires, les débats et les expressions artistiques qui se rapportent aux migrations et à la diversité sociale et culturelle de la Suède. Le Centre entend contribuer au développement d'une iconographie et de représentations nationales qui témoignent fidèlement de la diversité du pays, et à l'intégration harmonieuse des réalités migratoires au patrimoine suédois. Il développe et diffuse des connaissances sur les facteurs sociaux et culturels favorisant l'éclosion de sociétés multiculturelles durables à Botkyrka et en Suède en général.

Les recherches parrainées par le Centre s'intéressent notamment aux incidences des migrations sur la société ; elles s'appuient sur la conviction qu'un véritable multiculturalisme dépasse largement la coexistence de personnes d'horizons culturels divers, et que les migrations touchent tout le monde, directement ou indirectement. Elles portent sur l'évolution de la Suède dans le contexte des besoins et possibilités d'action créés par la diversité sociale et culturelle.

Le Centre organise ses expositions et autres activités informatives et culturelles dans un centre culturel à Botkyrka, qui comprend notamment une salle de conférences, un café et une bibliothèque. Celle-ci compte parmi les bibliothèques spécialisées les plus importantes de Suède, et met un accent particulier sur les migrations, l'ethnicité, l'intégration, les interactions culturelles, la xénophobie, le racisme et la diversité culturelle.

Fondé en 1987 par la municipalité de Botkyrka, le Centre a participé à plusieurs enquêtes gouvernementales et bilans de programmes et politiques relatifs au multiculturalisme ou à l'intégration.

ANCRAGES

Marseille (France)

AncrAges⁶ est un centre de ressources et de documentation sur les migrations et le patrimoine de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). Créé en 2000, le centre est situé dans les 15^e et 16^e arrondissements de Marseille. Il regroupe des chercheurs et des militants qui élaborent et diffusent des connaissances sur les migrations. Il administre par ailleurs des archives publiques témoignant de la mémoire collective des populations immigrantes dans la région PACA.

Le personnel ainsi que les bénévoles proposent aux enseignants, travailleurs sociaux et résidents de Marseille des formations sur la gestion culturelle et sur différents thèmes relatifs aux migrations ; ils organisent aussi des expositions et autres événements se rapportant à l'identité urbaine.

Association à but non lucratif, le centre bénéficie du soutien de l'État, du Conseil régional de la région PACA, de la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) de la région PACA, et du Conseil général des Bouches-du-Rhône.

Favoriser la participation à la vie publique et les interactions sociales des femmes

DONA DARIA

Rotterdam (Pays-Bas)

Dona Daria⁷ est un centre d'expertise et de convergence pour toutes les questions relatives à l'émancipation dans la région de Rotterdam. Fondé en 2006, issu de la fusion de plusieurs associations de femmes d'origine étrangère, le centre Dona Daria élabore et administre des programmes de prévention et de promotion des changements comportementaux en matière de soins de santé, interactions sociales, capacités d'action, éducation, violence conjugale et emploi ; ses activités s'adressent à environ 3 000 femmes (et hommes) chaque année.

Ce centre d'expertise propose des conseils, sollicités ou non, aux autorités locales et aux acteurs de la société civile, veille à ce que l'émancipation reste au cœur des préoccupations publiques et des programmes politiques, propose des formations dans ses domaines de compétence, et anime un Réseau de promotion de l'émancipation, en collaboration avec d'autres organismes de la région de Rotterdam. Le centre Dona Daria est financé par la municipalité de Rotterdam et par différentes fondations ; son équipe compte actuellement 16 employés et 10 bénévoles.

LIFE E.V.

Berlin (Allemagne)

LIFE e.V.⁸ travaille à la concrétisation de l'égalité des genres dans l'enseignement et dans l'emploi. Certains de ses programmes s'intéressent plus particulièrement aux femmes et aux jeunes issus de l'immigration, souvent musulmans. L'objectif premier de l'organisation est de promouvoir

l'égalité des chances pour les groupes victimes de discrimination dans l'enseignement ou dans l'emploi.

LIFE e.V. déploie ses activités dans différents secteurs : orientation préprofessionnelle, formation et soutien professionnel, études complémentaires, réseautage et coopération, recherche et développement. L'organisation a par ailleurs élaboré, et est en train de diffuser, une approche multidimensionnelle de la formation à la diversité en Allemagne, qui tient compte à la fois des questions de religion, de genre et d'orientation sexuelle.

Les initiatives éducatives actuelles de LIVE e.V. sont notamment les suivantes : Sista-Abla Brotha-Abi (SABA), un programme de mentorat implanté dans les écoles multiculturelles pour favoriser l'égalité des chances dans les choix de carrière ; TasteMint!/Vitamint et Think electric, qui incitent les jeunes femmes à opter pour des carrières en mathématiques, informatique, sciences naturelles ou technologie/ingénierie. Au chapitre de l'emploi, l'organisation procure un soutien aux immigrantes diplômées en ingénierie qui souhaitent travailler dans les énergies vertes et renouvelables ; un autre programme permet à des femmes handicapées possédant un emploi d'aider des femmes marginalisées à se faire une place sur le marché du travail.

LES MÈRES DU QUARTIER

Danemark

Le groupe des Mères du quartier (*Bydelismødre*)⁹ rassemble des femmes des minorités ethniques qui veulent aider d'autres femmes d'origine étrangère à s'enraciner dans la société danoise. Elles établissent ainsi des liens avec des femmes souvent très isolées, que les autorités municipales ont du mal à atteindre. Les Mères du quartier aident les femmes à se prendre en main pour améliorer leurs conditions de vie, ainsi que celles de leurs enfants et

des autres membres de leur famille ; elles établissent des ponts entre les femmes et la communauté locale, et les informent sur les services et les possibilités qui s'offrent à elles et à leur famille. Mais surtout, elles constituent pour ces femmes un réseau de soutien, élément crucial pour leur devenir.

Il existe actuellement 37 groupes de Mères du quartier au Danemark, dont six à Copenhague. Ce projet compte parmi les quatre initiatives financées par la Fondation de la responsabilité sociale¹⁰, un organisme caritatif à but non lucratif qui soutient les activités de promotion de la responsabilité sociale dans les sphères civile, publique et privée. À ce jour, 350 Mères du quartier ont suivi la formation en 14 modules. D'une durée de trois heures chacun, ces modules présentent différents aspects de la société danoise et de la vie municipale ; la formation aborde notamment les questions d'égalité, de droits et de responsabilités.

PROJET KIRAN

Londres (Royaume-Uni)

Le Projet Kiran¹¹ a été mis sur pied en 1990 pour venir en aide aux femmes et aux enfants noirs, asiatiques ou issus de minorités ethniques qui sont victimes de violences conjugales et autres maltraitances. Depuis sa création, le projet a élargi ses services pour répondre également aux besoins des autres membres de ces mêmes communautés, et il propose aujourd'hui un ensemble intégré de services à ses divers groupes-cible. À la base de son action réside la conviction que toutes les femmes et tous les enfants ont le droit de vivre sans violence et de quitter une relation ou un foyer où existe un risque de maltraitance.

Le Projet Kiran propose un large éventail de services ciblés pour répondre aux besoins d'une population de plus en plus diversifiée. Il a engagé de nombreux chantiers visant à fournir un soutien concret à ses usagers, et

dispose maintenant d'un centre de ressources qui propose de l'assistance parentale, des formations, des conseils, de l'information et des services de défense des droits. Le Projet travaille en étroite collaboration avec des écoles, des établissements d'enseignement supérieur, des centres de services à l'enfance, des associations et des instances gouvernementales.

Le Projet déploie ses services sans porter de jugements ni imposer de contraintes, et dans le plus grand respect des sensibilités culturelles. Il donne ainsi aux femmes la latitude nécessaire pour prendre leurs décisions de manière autonome et reconquérir la maîtrise de leurs vies. L'organisme propose aussi un hébergement temporaire sûr aux femmes noires, asiatiques ou issues de minorités ethniques ainsi qu'à leurs enfants. Il constitue la seule instance de ce type dans le district Waltham Forest de Londres.

Renforcement des interactions par la culture et le sport

GAM3 – SPORTS URBAINS

Danemark

L'organisme GAM3¹² prend appui sur les sports urbains et les expressions culturelles citadines pour élargir les capacités d'action des jeunes et prévenir les conflits et la marginalisation. Déployant son action aux niveaux local et international, il œuvre à la promotion de sports, danses et expressions culturelles typiques des villes comme outils d'intégration des jeunes des minorités ethniques. GAM3 organise également des projets collectifs pour les jeunes des logements sociaux au Danemark et au Liban.

Constatant que les jeunes marginalisés des minorités ethniques et les jeunes danois pouvaient être amenés à se rassembler autour du basketball et

de la danse, GAM3 a choisi de fonder son action sur le sport comme moteur du changement social. Ses interventions se sont graduellement structurées à partir de ses premières interactions avec des jeunes ne fréquentant pas encore de clubs sportifs organisés. Aujourd'hui, GAM3 met par exemple en place des matchs de basketball en anglais et en arabe qui visent le renforcement des capacités de l'individu, de la société et de la collectivité ; il propose aussi, en marge de ces rencontres, des formations sur des thèmes connexes tels que le leadership, la confiance, la démocratie, etc.

GAM3 a été fondé en 2002. Il a créé en 2010 le centre d'entraînement aux sports de rue Street Mekka, en partenariat avec la Ville de Copenhague (Direction de la culture et des loisirs). Les nombreux projets administrés par GAM3 dans les différentes régions du Danemark sont placés sous la supervision d'un Conseil bénévole. L'organisation a son siège social à Copenhague. Ses activités danoises sont portées par un groupe nombreux d'entraîneurs de basketball et de football et de moniteurs en danse et activité physique de rue, et par plus d'une centaine de bénévoles.

Éducation

Initiatives locales et régionales

MOUVEMENT JEUNES URBAINS

Suède

Le programme de formation Mouvement Jeunes Urbains (*Young Urban Movement Project*, YUMP)³ aide les jeunes attirés par l'entrepreneuriat à conceptualiser leurs projets d'entreprise afin d'en maximiser le potentiel de croissance, puis à les mettre en œuvre. Son objectif est d'inciter les jeunes à prendre en main leur propre avenir et à envisager l'entrepreneuriat comme choix de carrière ; de favoriser l'émergence d'entrepreneurs qui pourront à leur tour devenir des modèles pour la relève ; et d'aider les entreprises à mieux mesurer le vaste potentiel, trop souvent sous-exploité, qui s'offre à elles.

Le Mouvement s'adresse aux jeunes de 19 à 29 ans provenant généralement des quartiers socialement défavorisés de Stockholm, Malmö et Göteborg. Le programme repose sur l'apprentissage par l'action ; les aspirants entrepreneurs élaborent leurs projets en collaboration avec des entreprises locales. Il est organisé chaque année et dure six mois.

Les ambassadeurs du Mouvement Jeunes Urbains ont à ce jour rencontré plusieurs milliers de jeunes. Si certains des participants ont ensuite accepté un emploi salarié, la plupart ont lancé de florissantes petites et moyennes entreprises (PME). Le Mouvement est financé par des donateurs privés, des entreprises, et l'Agence suédoise pour la croissance économique et régionale.

Formation et emploi

Offre de formations et d'emplois

CHARTE DE LA DIVERSITÉ DE COPENHAGUE Copenhague (Danemark)

Lancée en juin 2011 par le maire responsable de l'intégration et de l'emploi, la Charte de la diversité de Copenhague (*Københavns Mangfoldighedscharter*)¹⁴ incite les entreprises, les organisations et les instances de la société civile à s'engager en faveur de la diversité dans la ville et dans les entreprises afin de stimuler la croissance économique, favoriser l'innovation, et améliorer la qualité de vie des habitants de Copenhague.

Les signataires de la Charte conviennent que la diversité est un atout, et que toute personne devrait pouvoir participer activement au devenir de la société et jouer pleinement son rôle de citoyen ou citoyenne. Ils s'engagent également à favoriser concrètement la diversité dans leurs entreprises ou organisations, et à promouvoir publiquement la diversité comme un atout. Les signataires ont accès à des programmes et des conseils visant à faire contribuer la diversité à la croissance économique.

Au 1^{er} janvier 2012, la Charte portait déjà la signature de 133 organisations et entreprises, dépassant ainsi son objectif de 100 signataires. L'objectif des

500 signatures fixé pour 2012 sera probablement atteint, voire dépassé, car leur nombre s'élevait déjà à 407 au mois de septembre. Un Conseil de la diversité réunissant des PDG d'entreprises privées et des représentants des instances culturelles et des médias supervise la mise en œuvre de la Charte.

ASSOCIATION DES NÉO-DANOIS

Danemark

L'Association des Néo-Danois (*Foreningen Nydanske*)¹⁵ est un centre indépendant de promotion de la diversité dont l'action se fonde sur la collecte et la diffusion des connaissances. Elle s'est fixé pour mission de faciliter l'accès des membres des minorités ethniques au marché danois de l'emploi, qu'ils soient citoyens danois ou nouveaux arrivants. L'Association travaille également à promouvoir la gestion de la diversité en tant que réalité intrinsèque et positive du marché du travail danois.

L'Association regroupe actuellement plus de 100 petites, moyennes ou grandes entreprises du secteur public ou privé qui mettent l'accent sur l'intégration et la diversité. Son objectif est d'inciter des entreprises de plus en plus nombreuses à engager des travailleurs d'origines diverses et à prendre des mesures concrètes de promotion de la diversité dans la réalité quotidienne de leurs milieux de travail.

L'Association a son siège social à Copenhague. Elle utilise différents types d'approches pour atteindre ses buts, notamment les programmes ponctuels, cours de formation, séminaires, séances de conseil. La plupart de ses activités se rapportent à la gestion de la diversité, à l'embauche et à la fidélisation des travailleurs, au mentorat ainsi qu'aux interactions culturelles. Prenant appui sur ses vastes connaissances et sur son expérience sur le terrain, l'Association cherche également à peser de manière positive sur l'agenda politique en matière de diversité.

L'Association a été créée en 1998 par des chefs d'entreprises désireux de promouvoir l'inclusion et la diversité et d'utiliser le potentiel inexploité des candidats qualifiés issus des minorités.

NOVUM

Danemark

Fondée en 2009 et présente sur l'ensemble du territoire danois, l'association sans but lucratif Novum¹⁶ s'adresse aux nouveaux arrivants hautement qualifiés. Elle établit des ponts entre, d'une part, les PME qui souhaitent conquérir les marchés internationaux et, d'autre part, les atouts que peuvent leur apporter les nouveaux arrivants hautement qualifiés qui ont une expérience du monde de l'entreprise.

Novum part du principe que les nouveaux danois hautement qualifiés qui ont de l'expérience et des réseaux dans le pays où souhaite s'implanter une entreprise peuvent aider celle-ci à relever les défis grâce à leur expertise professionnelle et leur connaissance du marché local, de la culture des affaires et des normes sociétales.

Entre autres activités, Novum propose du conseil et du soutien en matière d'emploi, ainsi que des formations pour les Néo-Danois hautement qualifiés, et organise des rencontres entre les entreprises et les candidats potentiels. L'organisation représente également les nouveaux arrivants hautement qualifiés dans les débats politiques sur les entreprises et la croissance, les aide à conserver un emploi au Danemark, et favorise une représentation médiatique plus nuancée des Néo-Danois diplômés.

SYNDICAT DES JEUNES

Pays-Bas

Membre du FNV (la confédération syndicale la plus importante des Pays-Bas), le Syndicat des jeunes¹⁷ (*FNV Jong*) représente actuellement 170 000 jeunes travailleurs et bénéficiaires de prestations sociales âgés de moins de 35 ans.

Le Syndicat s'est notamment fixé pour mission de faire baisser le taux de chômage, actuellement fort élevé, des jeunes issus des minorités ethniques – qu'ils soient citoyens des Pays-Bas ou nouveaux arrivants. Une étude récente du Syndicat montre que ces jeunes issus de minorités ethniques sont peu confiants au moment de se lancer sur le marché du travail. Afin d'atténuer les obstacles qui entravent leur accès au marché de l'emploi, le Syndicat œuvre aussi à favoriser l'accès de ces jeunes à des stages, et à leur assurer de bonnes conditions de travail dans ces formations pratiques.

Le Syndicat prend position dans le débat public afin de faire évoluer les lois et les politiques relatives à l'emploi des jeunes au niveau local, régional et national. Il mène également des recherches, organise des cours et anime des projets s'adressant aux jeunes ; il a récemment entrepris le recrutement direct de nouveaux membres.

KUNSTZ

Anvers (Belgique)

L'organisation à but non lucratif kunstZ¹⁸ appuie la participation et l'inclusion des minorités ethniques dans le secteur culturel à Anvers. Elle propose en particulier un programme d'employabilité et des formations théâtrales. Son objectif est de stimuler la diversité ethnique dans le paysage culturel flamand – dans le public, sur la scène, dans les coulisses et à tous les niveaux de la production culturelle. L'organisation considère que la

participation aux activités culturelles constitue un moteur important de la participation sociale.

kunstZ considère que l'art doit représenter fidèlement la société, mais que le paysage artistique anversois ne remplit pas cette mission à l'heure actuelle, car les minorités ethniques sont fortement sous-représentées dans les arts de la scène.

kunstZ propose par ailleurs un programme d'employabilité destiné aux artistes et artisans du spectacle issus des minorités ethniques – acteurs, danseurs, metteurs en scène, techniciens de scène, concepteurs de costumes, etc. Les participants sont encadrés par des professionnels de troupes théâtrales flamandes et peuvent aisément suivre ces cours tout en conservant un emploi dans la journée. kunstZ produit chaque année plusieurs spectacles théâtraux qui mettent en valeur les talents des participants au programme et offrent à ceux-ci la possibilité de se faire découvrir par des professionnels du théâtre.

Soutien à l'emploi pour les femmes

RÉSEAU DE MENTORAT KVINFO

Danemark

Le Centre danois d'information sur le genre, l'égalité et l'ethnicité (KVINFO)¹⁹ a mis sur pied son tout premier réseau de mentorat en 2002 à Copenhague.

Ce programme met en lien des immigrantes ou réfugiées avec des femmes solidement enracinées sur le marché du travail danois, en fonction de leurs formations, parcours professionnels et objectifs personnels respectifs. Fondées sur le respect mutuel et la confiance réciproque, ces mises en communication aident les immigrantes et les réfugiées à développer

pleinement leur potentiel professionnel afin de favoriser leur épanouissement et leur cheminement dans leur pays d'accueil.

Les « marraines » conseillent les femmes auxquelles elles sont associées dans différents domaines : candidatures, entretiens d'embauche, culture d'entreprise, analyse des possibilités d'emploi, etc. Elles leur ouvrent aussi leurs propres réseaux professionnels, ce qui constitue un atout majeur pour les participantes immigrantes ou réfugiées : au Danemark, plus de 50 pour cent des postes vacants seraient pourvus par contacts personnels.

Financé par le ministère des Affaires sociales et de l'Intégration, le Réseau de mentorat a déjà travaillé avec plus de 6 000 femmes. Il compte actuellement 2 800 membres actives. Présent sur l'ensemble du territoire danois, il a inspiré la création de réseaux similaires dans d'autres secteurs ainsi qu'à l'extérieur du Danemark.

Logement

Initiatives de logement locales et projets de quartier

CENTRE SOCIAL L'AGORA Marseille (France)

Le centre l'Agora²⁰ est implanté dans trois grands ensembles et un lotissement en copropriété du 14^e arrondissement de Marseille. Créé en 1972 sous le nom d'Association d'animation socioculturelle du quartier de La Busserine, il a été transformé en centre social en 2005.

L'Agora met en œuvre des activités et des programmes scientifiques, artistiques et sociaux visant à combattre l'exclusion, le racisme et la discrimination, et à transformer la manière dont les résidents se perçoivent, dans l'optique d'améliorer aussi la réputation du quartier. L'objectif premier de l'Agora consiste à permettre aux habitants du quartier de vivre dans la dignité et de développer pleinement leur potentiel d'expression et d'action politiques. Le Centre travaille donc à renforcer l'action citoyenne et la participation à la vie publique ainsi que les moyens dont disposent les résidents pour influencer sur les politiques locales.

Entre autres projets en cours, l'Agora met en œuvre des activités éducatives, notamment la diffusion d'outils favorisant l'intégration dans la société. Le Centre organise régulièrement des conférences et des débats qui attirent les habitants du 14^e arrondissement, mais aussi d'autres quartiers de Marseille. Par ailleurs, des organisations de la société civile de toute l'agglomération utilisent régulièrement ses locaux pour leurs propres événements et rencontres. L'Agora anime un Conseil des jeunes, âgés de 16 à 25 ans qui, entre autres activités, expriment leurs propres réalités par le rap, la musique et la vidéo pour en donner une représentation plus véridique que les images généralement véhiculées dans les médias traditionnels.

Environ 300 familles participent actuellement aux activités de l'Agora. Le Centre est financé par l'État (ministère de la Famille), la Mairie, le Conseil régional et le Conseil général.

IMPULS

Amsterdam (Pays-Bas)

IMPULS²¹ est une organisation sociale implantée dans le quartier Nieuw-West et dans deux autres quartiers d'Amsterdam. Proposant des programmes en matière d'éducation, d'emploi, de santé, d'appartenance et d'identité, elle combat la pauvreté et défend la justice sociale dans ces quartiers. Les travailleurs sociaux et autres spécialistes d'IMPULS s'adressent aux populations les plus vulnérables, souvent issues de l'immigration.

Entre autres projets, l'organisation gère actuellement des crèches et garderies. De nombreux élèves des minorités ethniques accusant un retard d'un ou deux ans dans leur parcours scolaire, elle propose également des cours de néerlandais à ces enfants ainsi qu'à leurs parents. En collaboration avec des associations sportives locales et des établissements hospitaliers, et avec l'implication active des parents, elle organise un programme de lutte

contre l'obésité chez les jeunes. Enfin, IMPULS déploie des programmes d'accès à l'emploi destinés aux jeunes de 16 à 21 ans.

L'initiative « Mémoires de migrations » encourage les parents à raconter leurs parcours d'immigrants à leurs enfants afin de favoriser l'appropriation des cheminements individuels et collectifs des migrants. Le Projet Pères, un programme plus récent, permet aux pères et à d'autres hommes de se rencontrer ; la difficulté reste toutefois d'amener plus de Néerlandais de souche à participer au groupe.

IMPULS est financé par le gouvernement, par des subventions et, de plus en plus, par des entreprises locales ainsi que de grandes sociétés ou des banques. De plus en plus, le secteur privé se montre enclin à contribuer financièrement à l'instauration d'une meilleure justice sociale. Le gouvernement actuel ayant réduit le financement des programmes d'assistance sociale et d'intégration, cette source de financement revêt maintenant une importance cruciale.

Maintien de l'ordre et sécurité

Collecte des données et statistiques

BUREAU DE LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION

Stockholm (Suède)

Mis sur pied en 2003, le Bureau de lutte contre la discrimination (*Antidiskrimineringsbyrån*)²² déploie son action dans l'agglomération de Stockholm. Financé par le Conseil suédois de la jeunesse²³ et administré par le Groupe de collaboration entre les associations ethniques de Suède (SIOS)²⁴, le Bureau combat la discrimination sous toutes ses formes, qu'elle se fonde sur l'appartenance ethnique, la religion ou les croyances, le genre, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le handicap ou l'âge. Son équipe se compose actuellement de deux personnes salariées, ainsi que de stagiaires et de bénévoles.

Le Bureau constitue environ 120 dossiers par an et propose des conseils juridiques confidentiels et gratuits aux victimes de discrimination. La plupart des dossiers renvoient à des cas de discrimination ethnique sur le lieu de travail, dans le système de soins de santé et dans l'accès au logement. Le Bureau intervient directement dans certains cas, par exemple au moyen de services de médiation.

L'organisation propose également aux ONG, aux établissements scolaires, aux élus et aux employés des municipalités ainsi qu'aux entreprises des séances de formation et des activités d'information sur les lois, politiques et autres mesures de lutte contre la discrimination. Il mène des études, soumet des opinions juridiques aux autorités, et travaille en collaboration avec le Médiateur suédois contre les discriminations²⁵ et avec le Bureau d'aide sociale.

Le Bureau de lutte contre la discrimination fait partie d'un réseau d'ONG de la région de Stockholm qui milite auprès des décideurs locaux pour les inciter à infléchir les lois et politiques en vigueur en vue de réduire les discriminations, par exemple par l'intégration aux programmes scolaires de cours dénonçant la discrimination.

AGENCE DE LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION (RADAR)

Pays-Bas

Créée en 1983 à Rotterdam, l'Agence de lutte contre la discrimination RADAR (*Anti Discriminatie Raad*, RADAR)²⁶ est l'une des toutes premières instances locales établies aux Pays-Bas dans ce domaine. Elle intervient dans les régions de Rotterdam-Rijnmond (Rotterdam), Zuid-Holland-Zuid (Dordrecht), Midden-Brabant et West-Brabant (Breda), et Brabant-Noord ('s-Hertogenbosch).

L'Agence mène des recherches, effectue des analyses et diffuse des rapports visant à promouvoir l'égalité et à combattre la discrimination. Ses recherches sur les formes structurelles de discrimination portent notamment sur les systèmes policier et judiciaire ainsi que sur l'enseignement et l'emploi. RADAR offre par ailleurs des conseils et du soutien aux personnes qui souhaitent porter plainte pour discrimination.

L'Agence assure le suivi des cas de discrimination et analyse les données compilées afin de discerner les principaux problèmes et d'étayer ses

recommandations. RADAR offre une gamme étendue d'ateliers et de formations sur le renforcement des capacités et sur les réponses à apporter aux traitements discriminatoires dans la sphère privée, publique ou professionnelle.

BUREAU DES PLAINTES POUR DISCRIMINATION DE LA RÉGION D'AMSTERDAM Amsterdam (Pays-Bas)

Le Bureau des plaintes pour discrimination de la région d'Amsterdam (*Meldpunt Discriminatie Regio Amsterdam*, MDRA)²⁷ met en œuvre différentes méthodes et approches pour prévenir et combattre les discriminations basées sur le sexe, l'origine ethnique, la religion et les croyances, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Le Bureau traite les cas individuels de discrimination dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, du logement ou de la fourniture de biens et de services, ainsi que les crimes haineux. Dans toutes ces situations, il gère et étoffe le dossier, et aiguille les personnes vers les services compétents. Les plaignants peuvent soumettre leurs plaintes par courrier électronique, par téléphone ou en personne. Le Bureau intervient dans le règlement de certains dossiers individuels, par exemple au moyen d'une médiation entre les parties concernées. Il informe le grand public par le biais de son site Web et de dépliants diffusés dans les centres sociaux, écoles, bibliothèques, bureaux municipaux et centres de quartier.

Le Bureau élabore et dispense des formations ciblées sur les lois anti-discrimination et les dispositions prises à ce sujet dans les écoles, les entreprises et les institutions. En collaboration avec deux établissements scolaires d'Amsterdam, il a par ailleurs mis sur pied le programme Respect, qui implique une cinquantaine d'élèves. Des représentants des collectivités homosexuelle, noire et juive ont expliqué aux classes les comportements discriminatoires dont ils font l'objet ; les élèves ont ensuite réalisé un film à

partir de ces présentations. Le Bureau fournit aussi aux écoles des outils ciblés de traitement des plaintes afin de combattre la discrimination structurelle dans le secteur de l'éducation. Dans le monde de l'entreprise, le Bureau appuie l'adoption de codes de conduite, en vue de mettre en place des politiques efficaces et concrètes de lutte contre la discrimination sur le lieu de travail.

Le Bureau mène des recherches, notamment sur le thème des crimes haineux. Il a élaboré à cet égard, en collaboration avec la police et le ministère public, un registre systématique des crimes haineux commis dans l'espace public. Enfin, le Bureau conseille plusieurs instances gouvernementales sur les questions relatives à la discrimination. Son équipe se compose à l'heure actuelle de sept personnes salariées et une bénévole.

CENTRE DES PLAINTES POUR DISCRIMINATION D'ANVERS Anvers (Belgique)

Le Centre des plaintes pour discrimination d'Anvers (*Meldpunt Discriminatie Antwerpen*)²⁸ a été créé en 2008 par le bureau du Médiateur de cette ville. Il accueille les plaintes individuelles pour traitement discriminatoire (par exemple par sa ligne téléphonique d'assistance), anime des formations sur la discrimination, et procure de l'information et des conseils aux habitants de la ville, aux organisations locales de la société civile, aux institutions municipales ainsi qu'aux entreprises.

Les habitants d'Anvers et de Flandre peuvent soumettre leurs plaintes en personne, par téléphone ou par la ligne téléphonique spéciale mise sur pied pour inciter les gens à signaler les cas de discrimination. Le taux de signalement des cas de discrimination est actuellement extrêmement faible chez les jeunes hommes issus de l'immigration.

La plupart des plaintes portent sur des discriminations basées sur l'appartenance ethnique, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle ou les

convictions religieuses. Le Centre intervient dans certains cas par des services de médiation entre les parties concernées, en particulier dans les domaines de l'emploi et du logement. Pour les cas portés devant les tribunaux, il transmet le dossier au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme²⁹, l'instance chargée de la promotion de l'égalité en Belgique.

Le Centre est particulièrement actif dans les régions rurales de Flandre. Il travaille en collaboration avec la presse locale et les organisations locales afin d'inciter les habitants à signaler les cas de discrimination. Il anime également des formations sur la discrimination destinées aux ONG locales, aux entreprises privées ainsi qu'aux services de police, et fait partie de plusieurs réseaux de lutte contre la discrimination de la région d'Anvers. Il emploie actuellement deux personnes.

RÉSEAU CONTRE LA DISCRIMINATION TOUCHANT LES MUSULMANS

Berlin (Allemagne)

Le Réseau contre la discrimination touchant les musulmans (*Netzwerk gegen Diskriminierung von Muslimen*)³⁰ a été mis sur pied en 2010 par l'organisation non gouvernementale Inssan, en partenariat avec le service de conseils juridiques ADNB. Il s'est donné pour mission de lutter contre la discrimination touchant les musulmans de la région de Berlin, et de recueillir des informations à ce sujet. Le Réseau compte actuellement 16 membres, dont plusieurs organisations musulmanes, mosquées et autres associations de la société civile.

Le Réseau constitue des dossiers sur des cas de discrimination, propose des conseils et des programmes de renforcement des capacités aux individus ainsi qu'aux groupes, anime des formations sur la lutte contre la discrimination, et défend ses points de vue dans la sphère publique. Il a ainsi constitué et analysé plus de 250 dossiers, dont la plupart concernent

les secteurs de l'éducation et de l'emploi. Le Réseau a montré que les jeunes musulmanes qui portent le voile sont plus exposées que les autres groupes à la discrimination dans l'accès au marché du travail.

L'une des principales activités du Réseau consiste à mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités des musulmans dans la lutte contre la discrimination. Des instructeurs qualifiés animent des événements dans lesquels ils invitent les participants à décrire leur expérience concrète de la discrimination, expliquent les politiques et les lois, les appliquent à des situations individuelles, et présentent la procédure à suivre pour soulever un cas de discrimination. Des stratégies novatrices de renforcement des capacités sont également présentées, notamment par des méthodes interactives comme le théâtre, le cinéma ou la vidéo. Le Réseau s'adresse aux communautés musulmanes par la diffusion de dépliants et d'affiches dans les mosquées, et par le biais de sa page Facebook et de son site Web.

Les membres du Réseau prennent également position en faveur d'un changement dans les lois, les politiques des entreprises et les programmes scolaires, et s'efforcent de peser sur les décideurs locaux et les entreprises. Le Réseau est financé par des fondations privées et par la Commission berlinoise pour l'intégration.

MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES Fédération des Bouches-du-Rhône, Marseille (France)

Créé en 1949 sur les principes de liberté, d'égalité et de fraternité, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP-13)³¹ est une ONG qui combat le racisme par la mise en œuvre d'un ensemble diversifié d'approches et d'outils. Basé à Marseille, le MRAP-13 est l'antenne régionale des Bouches-du-Rhône d'une organisation présente sur l'ensemble du territoire national. Il propose des conseils juridiques, du matériel d'affichage, du soutien et, dans certains cas, un service de représentation juridique pour les victimes de traitements discriminatoires souhaitant obtenir réparation.

Le MRAP-13 reçoit entre 700 et 1 000 plaintes par an (il transmet de nombreux dossiers à d'autres instances). En 2011, il a obtenu gain de cause dans 40 cas. Son action privilégie actuellement la lutte contre les pratiques discriminatoires dans l'éducation, l'emploi, la sécurité et le maintien de l'ordre ; depuis quelques années, l'organisation vient plus particulièrement en aide aux Roms de la région.

En plus de combattre le racisme dans la région de Marseille, le MRAP-13 s'attache à sensibiliser les populations aux comportements discriminatoires. Pour ce faire, il anime des activités pédagogiques dans les écoles, organise des manifestations, et propose des séances de formation et des séminaires aux intervenants spécialisés, au secteur public et aux entreprises. Le MRAP-13 s'efforce par ailleurs de favoriser le dialogue et de réduire les tensions entre les différentes minorités de Marseille. Il mène la plupart de ses activités en partenariat avec d'autres ONG locales, des collectifs régionaux et des réseaux nationaux ou européens.

Le financement du MRAP-13 provient des autorités locales, du Conseil régional et de l'État. Son équipe se compose de quatre personnes salariées et de 12 bénévoles.

Participation sociale et citoyenneté

Promotion de la participation à la société civile

UPRISING

Royaume-Uni

L'organisation UpRising³² appuie le cheminement des jeunes adultes de 19 à 25 ans provenant d'horizons divers ; plus particulièrement, il les aide à devenir des chefs de file dans une société de plus en plus diversifiée, au Royaume-Uni comme dans le monde globalisé.

UpRising s'attache à faire émerger les futurs décideurs de la politique et de la sphère publique au Royaume-Uni. Il aide les jeunes à acquérir des compétences fondamentales, accroître leurs connaissances, se constituer des réseaux et acquérir l'assurance et l'influence dont ils ont besoin pour transformer positivement leurs communautés et leur pays et pour redéfinir les dynamiques du pouvoir.

Les participants au programme de l'organisation bénéficient d'un encadrement personnalisé de la part de spécialistes – notamment des journalistes, politiciens et militants de renom – et s'apportent également un soutien mutuel. Par ailleurs, le volet Mentorat met en lien les participants avec des spécialistes réputés du domaine qu'ils ont choisi : politique,

organisation bénévole, arts, monde de l'entreprise, droits de l'homme, promotion et défense des droits, etc.

Des entrevues réalisées en juin 2012 montrent que 97 pour cent des participants se considèrent comme des moteurs de la société à l'issue du programme, et que 99 pour cent d'entre eux estiment posséder les compétences et l'impact nécessaires pour faire évoluer les problématiques qui les concernent, eux et leurs communautés locales. Certains anciens participants du programme UpRising participent concrètement à l'évolution des lois, créent leur propre entreprise sociale, ou sont élus dans des instances gouvernementales locales.

UpRising organise des programmes à Londres, Birmingham, Manchester et Bedford. L'organisation emploie actuellement 10 personnes dans ses bureaux londoniens. Elle est financée par des donateurs individuels et des organisations du Royaume-Uni.

VIVRE À COPENHAGUE

Copenhague (Danemark)

« Vivre à Copenhague » (*Bland dig i byen*)³³ est un programme de promotion de la diversité qui s'étale de 2011 à 2014 et vise à catalyser la mise en œuvre de la Politique d'intégration de la municipalité de Copenhague ainsi que la vision d'avenir de cette ville : devenir d'ici 2015 la grande ville d'Europe la plus ouverte à ses communautés minoritaires selon l'Index des cités interculturelles³⁴.

Le programme « Vivre à Copenhague » cherche à mobiliser toutes les forces vives de la ville et à concrétiser sa politique d'intégration, et ce par le déploiement de différentes initiatives visant à faire de Copenhague une ville accueillante et ouverte. Il invite tous les habitants de Copenhague à engager un dialogue mutuel dans le but de favoriser le développement de relations de confiance entre les résidents, voisins et représentants de la municipalité,

de combattre la discrimination, et de faire en sorte que chacun se sente reconnu et traité d'égal à égal.

L'objectif du programme « Vivre à Copenhague » est également de tirer parti de la diversité de la ville pour stimuler la croissance économique et améliorer la qualité de vie. Il repose sur trois piliers. Premièrement, il diffuse et promeut la notion d'égalité de traitement dans les services publics municipaux. Deuxièmement, il établit des partenariats avec les entreprises, associations et organisations et leur procure des outils ciblés leur permettant de prendre appui sur la diversité pour stimuler la croissance. Troisièmement, il invite les habitants de Copenhague à dialoguer entre eux, par-delà leurs différences, et à lutter contre la discrimination sous toutes ses formes.

Promotion de la participation politique

PROJET DE CONSULTATION DES MINORITIES

Anvers

En 2010, la municipalité d'Anvers a demandé au Forum des minorités³⁵ d'établir une antenne locale qui faciliterait ses contacts avec les fédérations des minorités ethniques et culturelles de la ville, et qui favoriserait la tenue de consultations auprès de ces organismes. En partenariat avec les fédérations concernées, l'équipe locale du Forum s'attache principalement à renforcer les liens de coopération entre ces associations, à établir et à entretenir des relations avec d'autres organisations, et à conseiller les autorités locales au sujet des politiques à mettre en place.

Les objectifs du Forum sont notamment les suivants : accroître et diversifier les réseaux existants ; établir des contacts entre les fédérations des minorités ethniques et culturelles et les autres organisations ; stimuler la participation

à la vie politique locale, notamment pour les élections municipales d'octobre 2012 ; et organiser des formations sur la démocratie, la participation et les thématiques relatives aux politiques des autorités locales.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan de diversité de la Ville d'Anvers (2011-2014)³⁶, qui a été adopté pour inciter les minorités d'Anvers à participer à la vie de la cité, renforcer le sentiment d'appartenance et la solidarité entre les habitants de la ville, et garantir le respect des droits fondamentaux des groupes minoritaires.

Exemples de campagnes et d'organisations de la société civile

CONSEIL DES JEUNES DANOIS DES MINORITÉS ETHNIQUES Danemark

Le Conseil des jeunes Danois des minorités ethniques (*Ny-Dansk Ungdomsråd*)³⁷ a été créé en 2010 par le Conseil de la jeunesse danoise³⁸ et le ministère des Affaires sociales et de l'Intégration.

Le Conseil des jeunes Danois des minorités ethniques incite les jeunes d'horizons culturels divers à participer pleinement au devenir de la société danoise et donne une voix à la jeunesse des groupes ethniques minoritaires. Il s'attache ainsi à promouvoir une participation plus active de ces jeunes aux débats qui animent la société et à stimuler leur présence dans les organisations bénévoles, qui occupent une place importante dans la société danoise.

Le Conseil a toute latitude pour organiser des événements et participer à des activités touchant à l'intégration, la participation citoyenne ainsi que la prise de parole et l'action dans une société démocratique. Dans le cadre de ce mandat, il met sur pied des initiatives visant à stimuler la participation à la

vie publique au Danemark et conseille les municipalités, les ministères et les entreprises au sujet de l'intégration et de la vie citoyenne et démocratique. Le Conseil se compose de 14 jeunes ; ses membres sont élus pour un an.

La campagne « Notre pays, nos élections »³⁹, l'un des projets phares du Conseil, a été mise sur pied pour sensibiliser les jeunes à l'importance du vote. Le Conseil a déployé des efforts importants pour stimuler la participation des jeunes Néo-Danois au scrutin. Lors des élections générales de septembre 2011, il a obtenu à cet égard des résultats encourageants dans les quartiers comptant une forte proportion de jeunes Danois d'origine étrangère. Le Conseil compte lancer une campagne similaire pour les élections municipales de 2013.

Rôle des médias

Médias s'adressant aux groupes minoritaires

ÉCHOS D'ORIENT

Marseille (France)

Implanté dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), Échos d'Orient⁴⁰ est un magazine gratuit doublé d'un site Web. Le magazine s'adresse en priorité aux populations minoritaires de la région PACA ; tirant à 30 000 exemplaires tous les deux mois, il est distribué dans les magasins, restaurants, cafés et bibliothèques.

L'objectif d'Échos d'Orient est de proposer une représentation plus positive des minorités ethniques afin de combattre la discrimination à leur endroit et de contrer le discours des médias dominants, souvent très négatif à leur égard. Il présente un point de vue plus réaliste et plus positif sur les groupes minoritaires, et plaide en faveur d'une coexistence pacifique des différentes communautés.

Le magazine s'adresse plus particulièrement aux jeunes ; dans le contexte de l'élection présidentielle française de mai 2012, il a notamment consacré un article majeur à une campagne de mobilisation organisée par et pour les jeunes.

Lancée en 2008, l'initiative Échos d'Orient est animée par une équipe de 10 pigistes indépendants, et financée par les revenus publicitaires.

Médias animés par des groupes minoritaires : amélioration de l'intégration et de la participation

MIRA MEDIA Pays-Bas

Fondé en 1986 par les principales associations nationales d'immigrants, Mira Media⁴¹ s'impose aujourd'hui comme le principal centre d'expertise sur les médias et la diversité aux Pays-Bas. Il aide les immigrants à obtenir un droit de parole égal dans les débats publics médiatisés, et aide les communautés multiculturelles locales à se servir des médias afin d'améliorer le dialogue interculturel, la cohésion sociale et la participation citoyenne dans leurs quartiers respectifs.

Pour concrétiser ses objectifs, Mira Media intervient comme médiateur entre les collectivités immigrantes et les médias traditionnels. Pour inciter les nouveaux arrivants à accroître leur présence dans le paysage médiatique, le centre dispense par ailleurs des formations sur les médias, propose une plateforme numérique d'actualités, publie un journal national annuel et appuie les associations d'immigrants⁴² dans l'élaboration de leurs stratégies médiatiques.

Mira Media élabore et diffuse des outils médiatiques interculturels en collaboration avec les associations d'immigrants, les autorités locales et les regroupements de quartier. Ces partenariats facilitent la communication interculturelle et le dialogue interethnique et intergénérationnel ; ils

contribuent aussi à améliorer l'image négative des quartiers multiculturels⁴³ que se forment les autres communautés locales.

Instance instigatrice et coordonnatrice du réseau européen Tuning into Diversity⁴⁴, Mira Media coordonne plusieurs projets transnationaux fructueux dans le domaine des médias et de la diversité.

Notes

¹ Voir : www.3ff.org.uk

² Voir : <http://www.maslaha.org/about/whats-happening/>

³ Voir : <http://www.institut-cultures-islam.org/ici/l-institut-des-cultures-d-islam>

⁴ Voir : <http://www.spior.nl/>

⁵ Voir : en suédois, <http://mkc.botkyrka.se/>; en anglais, <http://mkc.botkyrka.se/welcome>

⁶ Voir : <http://ancrages.org/>

⁷ Voir : <http://www.donadaria.nl/>

⁸ Voir : <http://www.life-online.de/>

⁹ Voir : www.bydelsmor.dk

¹⁰ Voir : www.socialtansvar.dk

¹¹ Voir : <http://www.kiranproject.org.uk/>

¹² Voir : en danois, <http://gam3.dk/index.php/denmark> ; en anglais, <http://gam3.dk/>

¹³ Voir : www.yumpnow.com

¹⁴ Voir : en danois, <http://www.blanddigibyen.dk/files/2011/06/K%C3%B8benhavn-Mangfoldighedsskarter.pdf> ; en anglais, <http://www.blanddigibyen.dk/files/2011/06/Copenhagen-Diversity-Charter.pdf>

¹⁵ Voir : en danois, <http://www.foreningen-nydanske.dk/site/om-foreningen/hvem-er-vi> ; en anglais, <http://www.foreningen-nydanske.dk/site/who-we-are>

¹⁶ Voir : <http://www.novum-net.dk/?q=node/165>

¹⁷ Voir : <http://www.fnvjong.nl/>

- ¹⁸ Voir : <http://www.kunstz.be/kunstz/>
- ¹⁹ Voir : en danois, <http://www.kvinfo.dk/side/469/> ; en anglais, <http://www.kvinfo.dk/side/1002/>
- ²⁰ Voir : <http://csagora.fr/>
- ²¹ Voir : www.impuls.nl
- ²² Voir : <http://www.adb-stockholm.org/page7.html>
- ²³ Voir : en suédois, <http://www.ungdomsstyrelsen.se/> ; en anglais, <http://www.ungdomsstyrelsen.se/english>
- ²⁴ Voir : <http://www.sios.org/>
- ²⁵ Voir : en suédois, <http://www.do.se/sv/Om-DO/> ; en français, <http://www.do.se/fr/A-propos-du-DO/>
- ²⁶ Voir : www.radar.nl
- ²⁷ Voir : www.mdra.nl
- ²⁸ Voir : <http://www.antwerpen.be/eCache/ABE/80/21/884.Y29udGV4dDo4MDMzODc2.html>
- ²⁹ Voir : <http://www.diversite.be/?>
- ³⁰ Voir : www.netzwerkdiskriminierung.de/
- ³¹ Voir : <http://mrap13.org/>
- ³² Voir : <http://uprising.org.uk/>
- ³³ En danois, <http://www.blanddigibyen.dk/files/2011/05/Lille-pjece-Bland-dig-ibyen-20121.pdf> ; en anglais, <http://www.blanddigibyen.dk/files/2011/05/Engage-in-CPH-2012-Booklet.pdf>
- ³⁴ Voir : http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/culture/cities/newsletter/newsletter11/newsletter11index_FR.asp?
- ³⁵ Voir : www.minderhedenforum.be
- ³⁶ Voir : <http://www.antwerpen.be/>
- ³⁷ Voir : en danois, http://duf.dk/maerkesager/medborgerskab/ny_dansk_ungdomsraad/om_ny_d

ansk_ungdomsraad/ ; en anglais,
http://duf.dk/maerkesager/medborgerskab/ny_dansk_ungdomsraad/in_english/

³⁸ Voir : en danois, <http://duf.dk/> ; en français, <http://duf.dk/francais/> et
http://duf.dk/uploads/tx_templavoila/DUF_folder_Fransk_L.pdf

³⁹ Voir :
http://duf.dk/maerkesager/medborgerskab/ny_dansk_ungdomsraad/vores_land_vores_valg/

⁴⁰ Voir : <http://www.echosdorient.com/>

⁴¹ Voir : www.miramedia.nl

⁴² Pour en savoir plus, voir Media4us : www.wereldjournalisten.nl

⁴³ Pour en savoir plus, voir Media4me : www.media4me.org

⁴⁴ Voir : www.tuningintodiversity.eu

Index

Allemagne

Berlin

- Le Réseau contre la discrimination touchant les musulmans (*Netzwerk gegen Diskriminierung von Muslimen*), 35, 36
- LIFE e.V., 15, 16

Belgique

Anvers

- Forum des minorités, 40, 41
- kunstZ, 25, 26
- Le Centre des plaintes pour discrimination d'Anvers (*Meldpunt Discriminatie Antwerpen*), 34, 35

Danemark

Copenhague

- « Vivre à Copenhague » (*Bland dig i byen*), 39, 40
- Charte de la diversité de Copenhague (*Københavns Mangfoldighedscharter*), 22, 23

Échelon national

- (KVINFO), 26, 27
- GAM3, 18, 19
- L'Association des Néo-Danois (*Foreningen Nydanske*), 23, 24
- Le Conseil des jeunes Danois des minorités ethniques (*Ny-Dansk Ungdomsråd*), 41, 42
- Mères du quartier (*Bydelsmødre*), 16, 17
- Novum, 24

France

Marseille

- AncrAges, 14
- Échos d'Orient, 43, 44
- l'Agora, 28, 29
- Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP-13), 37

Paris

- L'Institut des Cultures d'Islam (ICI), 11, 12

Pays-Bas

Amsterdam

- Bureau des plaintes pour discrimination de la région d'Amsterdam (*Meldpunt Discriminatie Regio Amsterdam, MDRA*), 33
- IMPULS, 29, 30

Rotterdam

- Plateforme des organisations islamiques du Rijnmond (*Stichting Platform Islamitische Organisaties Rijnmond, SPIOR*), 12, 13
- Dona Daria, 15

Échelon national

- Agence de lutte contre la discrimination RADAR (*Anti Discriminatie Raad, RADAR*), 32, 33
- Mira Media, 44
- Syndicat des jeunes (*FNV Jong*), 25

Royaume-Uni

London

- Maslaha, 9, 10, 11
- Projet Kiran, 17, 18

Échelon national

- Forum des 3 confessions (*Three Faiths Forum, 3FF*), 8, 9
- UpRising, 38, 39

Suède

Stockholm

Bureau de lutte contre la
discrimination
(*Antidiskrimineringsbyrån*), 31, 32

Échelon national

Le Centre multiculturel, 13, 14
Mouvement Jeunes Urbains (*Young
Urban Movement Project, YUMP*),
20, 21